

déclaré qu'elle achèterait environ un million de dollars de marchandises au Canada. La SEE a déclaré que ce montant était suffisant et, après bien des discussions, elle a fini par obtenir que l'autre partie s'engage à acheter davantage de marchandises fabriquées au Canada, savoir, jusqu'à concurrence de 60 millions de dollars. On a consacré en tout près de 900 millions de dollars à ce projet et on a réussi à ouvrir les mines de nickel dans ces deux pays, grâce aux capitaux avancés par le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. D'autre part, la SEE a prêté son concours pour vendre le matériel minier dans ces deux pays. Nous en avons vendu pour 4,800 années-hommes de travail au Canada, ce qui me permet donc de dire que la SEE crée ainsi des emplois.

Voici un autre exemple du travail accompli par la Société pour l'expansion des exportations en vue de créer des emplois au Canada: Le 5 avril dernier, le plus grand contrat d'assurance jamais conclu par cette société pour couvrir des ventes d'un montant de 1 milliard de dollars effectuées par la Bell Canada à l'Arabie Saoudite; ce chiffre comprend 250 millions de dollars sous forme d'assurances-cautionnement et 180 millions de dollars sous forme d'assurances-crédits à l'exportation. Ce marché se soldera par au moins 2,500 années-hommes d'emploi pour des Canadiens. Je ne donne ici que quelques exemples de projets particuliers afin de donner au Parlement et à nos compatriotes une idée de ce qu'accomplit véritablement la SEE.

Le 9 mars 1978, elle a consenti des prêts d'un total de 57 millions de dollars en vue de permettre des ventes à l'Argentine de matériel technique et minier évalué à 67 millions de dollars et fabriqué par les sociétés canadiennes Sandwell and Company Limited de Vancouver et SNC-Rust Limitée de Montréal. Là encore, ces décisions ont permis de créer un nombre incroyable d'emplois au Canada. Le 3 octobre 1978, la SEE a annoncé qu'elle avait octroyé un prêt de 218 millions à la H. A. Simons (Overseas) Ltd., de Vancouver, à l'appui de la construction d'une fabrique de pâte et Tchecoslovaquie. Le jour suivant, monsieur le président, elle a annoncé l'établissement d'une importante ligne de crédit de 1.2 milliard avec l'Algérie, laquelle créera ou maintiendra des emplois canadiens pour des Canadiens au pays. Les petites entreprises tirent autant de bénéfices de ces opérations que les grandes. On peut citer, entre autres, la liste des sous-traitants du projet d'aciérie de la Raritan River, à Perth Amboy, au New Jersey.

Les fournisseurs comprennent la Provincial Crane Limited, de Niagara Falls, qui fournira des grues d'une valeur de 2.6 millions de dollars; la Lake Ontario Steel Company, de Whitby, qui fournira de l'acier d'armature d'une valeur de \$461,000; la Canadian General Electric, de Scarborough, qui fournira des moteurs de commande principale à courant continu d'une valeur de \$1,780,000 et créera 77 années-hommes de travail; la Whiting Equipment Ltd., de Welland, qui fournira un four à arc électrique d'une valeur de \$1,521,000; la Concast Canada Limited, de Montréal, qui fournira une machine de moulage au coût de \$2,230,000; et la Brown Boveri Canada Limited, de Pointe-Claire, qui fournira des systèmes et des commandes électriques d'une valeur de \$1,730,000 et qui créera 54 années-hommes de travail.

Voilà d'autres sociétés qui ont participé à des opérations similaires.

Expansion des exportations—Loi

La SEE est venue en aide à la Versatile Manufacturing Limited à Winnipeg, aux chantiers de construction navale tant de la Côte-Est que de la Côte-Ouest, et aux secteurs ontariens des mines et du nickel. De fait, elle a apporté une aide substantielle à l'industrie du nickel. Si nous voulons encourager notre secteur secondaire, il nous faut des organismes comme la SEE. Tous les grands pays exportateurs ont exactement le même type de société. Quand on a la moindre notion d'économie, c'est de ridiculiser que de remettre cette société en question, de demander peut-être son abolition, de ne pas vouloir exporter de machines et de matériel à des pays comme la Pologne.

Nous ne voudrions pas abandonner nos industries à leur sort sur le marché mondial, où elles devront affronter la EX-IM des États-Unis et les sociétés financières japonaises, allemandes et françaises; il faut qu'un organisme similaire leur vienne en aide. La SEE fait de grands efforts pour aider les industriels canadiens, tout comme la EX-IM aide les industriels américains et les sociétés financières, les Japonais, les Allemands et les Français.

La principale critique adressée à l'égard de la Société pour l'expansion des exportations est à l'effet qu'elle servirait à financer des industries en concurrence avec celles implantées au Canada. Parce qu'il y a dans notre pays des gens et des partis qui ont créé la fausse impression qu'en finançant des industries canadiennes à l'étranger, la SEE contribuerait de quelque manière à faire disparaître des emplois au Canada; je crois qu'il importe d'apporter tout de suite à la Chambre le démenti qui s'impose. De grands projets d'équipement en Indonésie, en Pologne et en Iran seront réalisés quoiqu'il arrive, avec ou sans la participation du Canada.

Ces projets se réaliseront. Les pays du Tiers-Monde, de même que les autres pays en voie de développement, construiront leurs usines de papiers. S'il y a du nickel ou du cuivre dans leur sous-sol, ils ne resteront pas là à ne rien faire.

Si mes amis de l'opposition ne sont pas d'accord avec moi là-dessus, c'est-à-dire, s'ils refusent d'admettre que ces projets seront réalisés avec ou sans notre participation, s'ils souhaitent que les sociétés japonaises, ouest-allemandes ou britanniques sillonnent le monde tandis que les nôtres restent au Canada, qu'ils le disent! Que les Japonais, les Allemands de l'Ouest et les Britanniques ouvrent des mines en Indonésie et au Guatemala. Qu'ils nous submergent de leurs capitaux, pendant que nous serons sages et n'investirons pas dans des industries qui pourraient nous faire concurrence. S'ils laissent entendre que les projets d'immobilisation en Pologne, en Iran et en Indonésie ne se seraient pas réalisés sans la participation du Canada, ils trompent les Canadiens. Ces projets seront réalisés de toute façon. La seule question que l'on se pose, c'est celle de savoir si les manufacturiers canadiens bénéficieront d'une partie de ces projets. Il s'agit seulement de leur assurer une participation.

Nous n'avons pas le choix. Il s'agit simplement de décider si le Canada participera à certains projets et si des emplois seront créés grâce à cette participation. Il est tout à fait ridicule de prétendre que ces programmes de financement réduisent le nombre d'emplois au Canada. Cela crée peut-être une certaine concurrence pour les produits canadiens, mais si le Canada ne participait pas à ces projets, cette concurrence viendrait alors du Japon, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Leurs usines fabriqueraient le matériel. Il faut en prendre son parti ou nous